

SOBRIVEC
19360 MALEMORT SUR CORREZE

RECEPISSE DE DEPOT D'ACTES DE SOCIETE

NOS REFERENCES : 3

NUMERO RCS : B382355568

NUMERO GESTION : 1991B00138

DENOMINATION : @ COM. EXPERTISE, CENTRE - SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE

ADRESSE : R ERNEST COMTE
ZI LA MARQUISIE
19100 BRIVE

NUMERO DE DEPOT : 00000311

DATE DU DEPOT : 01/03/2000

01- ACTE : PROCES VERBAL D'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

DATE DE L'ACTE : 08/02/2000

DECISION : TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL

MODIFICATION DE LA DENOMINATION SOCIALE -
STATUTS A JOUR

12

LE GREFFIER

**SOCIETE BRIVISTE D'EXPERTISE
COMPTABLE - SOBRIVEC**
Société anonyme au capital de 2.943.000 F
Siège social : 1 Rue Pasteur – 19360 MALEMORT
RCS BRIVE B 382 355 568

PROCES-VERBAL
de l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
du 08 FEVRIER 2000

L'an deux mille et le mardi huit février à quatorze heures, les actionnaires de la « SOCIETE BRIVISTE D'EXPERTISE COMPTABLE – SOBRIVEC », Société Anonyme, au capital de 2.943.000 Francs, divisé en 29.430 actions de 100 francs chacune, dont le siège social est 1 Rue Pasteur – 19360 MALEMORT, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, au siège social, sur convocation faite par le conseil d'administration, par lettre recommandée.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque membre de l'assemblée en entrant en séance, tant en son nom personnel que comme mandataire.

La SA PAQUIER, Commissaire aux Comptes, régulièrement convoqué est excusé.

Monsieur Jacques VIRECHAUVEIX préside la séance en sa qualité de président du conseil d'administration. Sont scrutateurs de l'assemblée, deux actionnaires présents et acceptants, représentant le plus grand nombre de voix, savoir :

- La SARL "@ COM. AUDIT SARL" représentée par Monsieur Jean AUDUBERT
- Madame Laurel TARRAGO.

Le bureau de l'assemblée désigne pour secrétaire : Monsieur Alain PECHMAGRE-CAMINADE

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par les membres du bureau, permet de constater que les actionnaires présents ou représentés ou ayant voté par correspondance possèdent 29.430 actions, sur les 29.430 actions formant le capital social. L'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur toutes les décisions extraordinaires.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des actionnaires :

- Un exemplaire des statuts de la société,
- La feuille de présence à l'assemblée,
- Les pouvoirs des actionnaires représentés par des mandataires ainsi que les formulaires de vote par correspondance,

- Les copies des lettres de convocation,
- Le rapport du conseil d'administration,
- Le texte des résolutions proposées à l'assemblée.

Le Président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

- Décision de transfert de siège social,
- Changement de dénomination sociale,
- Modifications des statuts,
- Pouvoir pour les formalités.

Le Président donne lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration. Cette lecture terminée, le Président ouvre la discussion. Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, sur proposition du conseil d'administration, DECIDE de transférer le siège social de la société primitivement fixé 1 , rue pasteur – 19360 MALEMORT, à l'adresse suivante :

Rue Ernest Comte – ZI « La Marquisie » - 19100 BRIVE LA GAILLARDE

à compter du 1^{er} février 2000.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, sur proposition du conseil d'administration, DECIDE de modifier la dénomination sociale de la société qui était «SOCIETE BRIVISTE D'EXPERTISE COMPTABLE – SOBRIVEC » et qui sera désormais :

« @ Com. Expertise, Centre – Société d'Expertise Comptable »

à compter du 1^{er} février 2000.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale constate que du fait de l'adoption des résolutions qui précèdent décide en conséquence de modifier les articles des statuts de la façon suivante :

ARTICLE 04 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à : 1 , Rue Pasteur – 19360 MALEMORT SUR CORREZE

sera ainsi libellé :

ARTICLE 04 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à : Rue Ernest Comte – ZI « La Marquisie » - 19100 BRIVE LA GAILLARDE

Le reste sans changement

ARTICLE 02 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale de la société est «SOCIETE BRIVISTE D'EXPERTISE COMPTABLE – SOBRIVEC »

sera ainsi libellé :

ARTICLE 02 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale de la société est « @ Com. Expertise, Centre – Société d'Expertise Comptable »

Le reste sans changement

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée. De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par tous les membres du bureau.

Pour copie certifiée conforme à l'original
Le Président du Conseil d'Administration
Jacques VIRECHAUVEIX



**@Com. Expertise, Centre
Société d'Expertise Comptable**

**Société anonyme
Au capital de 2.943.000 F**

**Siège social : Rue Ernest Comte – ZI « La Marquisie »
19100 BRIVE LA GAILLARDE**

RCS BRIVE B 382 355 568

STATUTS

**Approuvé par l'assemblée générale extraordinaire du 26 février 1999
Modifié par l'assemblée générale extraordinaire du 08 février 2000**

Pour copie certifiée conforme

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'J' followed by a horizontal line and a diagonal stroke.

ARTICLE 1er - FORME

Il existe, entre les propriétaires des actions ci-après dénombrées, une société anonyme française régie par les dispositions légales et réglementaires concernant cette forme de société concernant l'acquisition de l'exercice de la profession d'expert comptable et par les présents statuts.

La société a été initialement constituée sous forme de SARL par acte sous seing privé en date du 31 MAI 1991.

La transformation en société anonyme ayant été décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 4 SEPTEMBRE 1996.

ARTICLE 02 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale de la société est :

**@ Com. Expertise, Centre
Société d'Expertise Comptable**

Elle devra faire suivre cette dénomination des mentions légales et de la mention du tableau de la circonscription de l'Ordre où la société est inscrite

ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet :

l'exercice de la profession d'expert comptable telle qu'elle est définie par l'ordonnance du 19 Septembre 1945 et telle qu'elle pourrait l'être par tous textes législatifs ultérieurs.

Elle ne peut prendre de participations financières dans les entreprises industrielles, commerciales, agricoles ou bancaires, ni dans les sociétés civiles à l'exclusion de celles qui ont pour seul objet de faciliter l'exercice de l'activité professionnelle et libérale de leurs membres. Elle ne peut non plus se trouver sous la dépendance même indirecte, d'aucune personne ou d'aucun groupe d'intérêts.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

ARTICLE 04 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à : Rue Ernest Comte – ZI « La Marquisie » - 19100 BRIVE LA GAILLARDE

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est de 99 années, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL

Les apports faits à la constitution de la société et formant le capital d'origine ont été des apports en numéraire à concurrence de 50.000 Francs.

Lors de l'assemblée générale extraordinaire en date du 4 Septembre 1996, les associés ont décidé d'augmenter le capital social, une première fois, d'une somme de 300 Francs par la création de 3 parts nouvelles, libérées en numéraire et une deuxième fois de 80.700 Francs par la création de 807 parts sociales nouvelles libérées par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société.

Lors de la même assemblée générale, les associés ont décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 560.000 Francs par incorporation de ladite somme prélevée sur le poste "prime d'émission"
SOIT AU TOTAL, LA SOMME DE 691.000 FRANCS.

Lors de l'assemblée générale extraordinaire en date du 26 Février, les actionnaires ont décidé d'augmenter le capital social une première fois d'une somme de 290.000 Francs par la création de 2.900 actions nouvelles libérées en contrepartie d'un apport en nature de droit de présentation de clientèle d'expertise comptable.

Lors de la même assemblée générale, les actionnaires ont décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 1.962.000 Francs par incorporation de ladite somme prélevée sur le poste "prime d'apport"
SOIT AU TAOTAL, LA SOMME DE 2.943.000 FRANCS.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à 2.943.000 Francs.

Il est divisé en 29.430 actions d'une seule catégorie de 100 Francs chacune.

ARTICLE 8 - AVANTAGES PARTICULIERS

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes associées ou non.

ARTICLE 9 - FORME DES ACTIONS

Toutes les actions sont nominatives.

ARTICLE 10 - AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL - NEGOCIATION DES ROMPUS

Les augmentations du capital sont réalisées nonobstant l'existence de "rompus".

En cas de réduction du capital par réduction du nombre des titres, d'échange de titres consécutifs à une opération de fusion ou de scission, de regroupement ou de division, les actionnaires sont tenus de céder ou d'acheter les titres qu'ils ont en trop ou en moins, pour permettre l'échange des actions anciennes contre les actions nouvelles.

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS

1. La transmission des actions ne peut s'opérer à l'égard des tiers et de la société que par virement de compte à compte. Seules les actions libérées des versements exigibles peuvent être admises à cette formalité.

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés ou à compter de la réalisation de l'augmentation du capital.

2. En cas de transmission entre vifs, la demande d'agrément qui doit être notifiée à la Société indique d'une manière complète l'identité du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert s'il s'agit d'une cession à titre onéreux.

Le Conseil doit notifier son agrément ou son refus avant l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la demande. Le défaut de réponse dans ce délai équivaut à une notification d'agrément. Le Conseil n'est jamais tenu de faire connaître les motifs de son agrément ou de son refus.

Si l'agrément est donné, la cession est régularisée dans les conditions prévues et sur les justifications requises par les dispositions en vigueur. Si l'agrément est refusé, le Conseil d'administration est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus d'agrément, de faire acquérir les actions par une ou plusieurs personnes actionnaires ou non, choisies par lui. Il doit notifier au cédant le nom des personnes désignées par lui, l'accord de ces dernières et le prix proposé. L'achat n'est réalisé, avant expiration du délai ci-dessus, que s'il y a accord sur le prix.

A défaut d'accord constaté par tout moyen dans les quinze jours de la notification du refus d'agrément, le prix est déterminé par un expert désigné parmi ceux inscrits sur les listes des cours et tribunaux, soit par les parties, soit, à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en la forme des référés et sans recours possible.

Les frais de cette expertise sont supportés par moitié par le cédant et par la Société.

Au cas où le cédant refuserait de consigner la somme nécessaire lui incombant pour obtenir cette expertise quinze jours après avoir été mis en demeure de le faire, il serait réputé avoir renoncé à son projet de cession.

Si le prix fixé par l'expert est, à l'expiration du délai de trois mois, mis à la disposition du cédant, l'achat est réalisé à moins que le cédant ne renonce à son projet de cession et conserve en conséquence les actions qui en faisaient l'objet.

Avec le consentement du cédant et son accord sur le prix, le Conseil peut également dans le même délai de trois mois à compter de la notification de son refus d'agrément, faire racheter les actions par la société elle-même, si la réduction nécessaire du capital pour l'annulation desdites actions est autorisée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

3. En cas de mutation par décès, les dispositions du paragraphe 2 s'appliquent aux héritiers et ayants droit du titulaire des actions, lorsqu'ils doivent être agréés comme actionnaires ; ces héritiers et ayants droit sont tenus de présenter toutes justifications de leurs qualités. Le refus d'agrément ne leur laisse, à défaut d'accord de prix, que la possibilité de demander l'expertise.

4. Si à l'expiration du délai de trois mois à compter de la notification du refus d'agrément, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé une ou plusieurs fois, à la demande de la Société par Ordonnance non susceptible de recours du président du tribunal de commerce statuant en référé.

5. Les notifications des demandes, réponses, avis et mises en demeure prévues au présent article sont toutes faites par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

ARTICLE 12 - EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ACTIONNAIRE

Le professionnel actionnaire radié du Tableau cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter du jour où la décision prononçant la radiation est définitive. Il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder tout ou partie de ses actions afin que soient maintenues les quotités fixées à l'article 8 des présentes pour la participation des professionnels dans le capital. IL peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses actions ; et ce rachat total peut aussi lui être imposé par l'unanimité des autres actionnaires. Le prix est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-1 du Code Civil.

ARTICLE 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement adoptées par toutes les assemblées générales.

Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels actionnaires garderaient leur responsabilité personnelle à raison des travaux qu'ils exécuteraient au nom de la Société.

Chaque action donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente dans les bénéfices et dans l'actif social.

Le cas échéant, et sous réserve de prescriptions légales impératives, il sera fait masse entre toutes les actions indistinctement de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société, avant de procéder à tout remboursement au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale respective, toutes les actions alors existantes reçoivent la même somme nette quelles que soient leur origine et leur date de création.

ARTICLE 14 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins et de vingt-quatre au plus ; toutefois, en cas de fusion, ce nombre de vingt-quatre personnes pourra être dépassé dans les conditions fixées par la loi.

Le Conseil est composé pour moitié au moins par des administrateurs experts comptables, Membres de la Société.

Le nombre d'actions dont chaque administrateur est tenu d'être propriétaire, conformément aux prescriptions légales, est fixé à 1.

La durée des fonctions des administrateurs est de 6 années.

Le nombre des administrateurs ayant atteint l'âge de 70 ans ne peut dépasser le tiers des membres du conseil d'administration. Lorsque l'âge limite est atteint, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office.

Le conseil est convoqué par le président qui arrête l'ordre du jour ; celui-ci peut n'être fixé qu'au moment de la réunion. Celle-ci doit se tenir au siège social. Elle peut toutefois se tenir en tout autre local ou localité indiqués dans la convocation mais du consentement de la moitié au moins des administrateurs en exercice.

Le conseil délibère et prend ses décisions dans les conditions prévues par la loi. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société. Il doit exercer ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires.

ARTICLE 15 - PRESIDENT ET DIRECTEURS GENERAUX

Le conseil d'administration élit parmi ses membres experts comptable, son président. Sur la proposition de celui-ci, il peut nommer un ou plusieurs directeurs généraux dans les conditions prévues par la loi et qui devra être membre de la Société et expert-comptable.

La limite d'âge des fonctions de président et, éventuellement, de directeur général, est fixé à 65 ans.

Le président du conseil d'administration assume sous sa responsabilité la direction générale de la société. Il représente la société dans ses rapports avec les tiers. Sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires ainsi que des pouvoirs qu'elle réserve de façon spéciale au conseil d'administration, et dans la limite de l'objet social, le président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société.

Le ou les directeurs généraux disposent, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le président.

Dans le cadre de l'organisation interne de la société, ces pouvoirs peuvent être limités par le conseil d'administration sans que cette limitation soit opposable aux tiers.

ARTICLE 16 - ASSEMBLEES D'ACTIONNAIRES

Les assemblées d'actionnaires sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi et les règlements.

Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu du même département.

Tout actionnaire a le droit de participer aux assemblées générales ou de s'y faire représenter, quel que soit le nombre de ses actions, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles et inscrits à son nom depuis cinq jours au moins avant la date de la réunion. Le conseil d'administration peut réduire ce délai par voie de mesure générale bénéficiant à tous les actionnaires.

Tout actionnaire propriétaire d'actions d'une catégorie déterminée peut participer aux assemblées spéciales des actionnaires de cette catégorie, dans les conditions visées ci-dessus.

Les votes s'expriment soit à main levée soit par appel nominal. Il ne peut être procédé à un scrutin secret dont l'assemblée fixera alors les modalités qu'à la demande de membres représentant, par eux-mêmes ou comme mandataires, la majorité requise pour le vote de la résolution en cause.

ARTICLE 17 - DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Les actionnaires ont un droit de communication, temporaire ou permanent selon son objet, dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur qui leur assurent l'information nécessaire à la connaissance de la situation de la société et à l'exercice de l'ensemble de leurs droits.

ARTICLE 18 - ANNEE SOCIALE

L'année sociale commence le 1ER JUILLET et finit le 30 JUIN.

ARTICLE 19 - AFFECTATION ET REPARTITION DU BENEFICE

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale qui, sur proposition du conseil d'administration, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux actionnaires à titre de dividende.

En outre, l'assemblée peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

L'assemblée a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende ou des acomptes sur dividende mis en distribution une option entre le paiement, en numéraire ou en actions, des dividendes ou des acomptes sur dividende.

ARTICLE 20 - APPORTS

Toutes les actions d'origine représentant des apports de numéraire ont été libérées intégralement.